

## ***Communiqué de M. Recep Tayyip Erdogan***

### ***Sur le génocide des Arméniens***

#### **- Texte intégral -**

Dans un communiqué officiel, le Premier ministre turc, Recep Tayyip Erdogan, a fait le premier geste d'ouverture officiel sur la question arménienne depuis la fondation de la République de Turquie, en 1923. Les médias internationaux ont repris les seules dernières lignes, comme ce communiqué de l'AFP :

« Ankara, 23 avril 2014 (AFP) - Le Premier ministre turc, Recep Tayyip Erdogan, a présenté mercredi les condoléances de la Turquie « aux petits-enfants des Arméniens tués, en 1915 » lors des massacres visant cette communauté sous l'Empire ottoman. Dans un communiqué, le chef de gouvernement turc s'exprime pour la première fois aussi ouvertement sur ce drame survenu entre 1915 et 1917, aux dernières années de l'Empire ottoman et qui est reconnu comme un génocide par de nombreux pays, mais pas par la Turquie. »

Il est, toutefois, nécessaire de lire la totalité du texte pour en saisir la véritable portée :

« Ayant une signification particulière pour nos citoyens arméniens et pour les Arméniens du monde entier, le 24 avril constitue une précieuse occasion pour partager librement les opinions sur une question historique. On ne peut contester que les dernières années de l'Empire ottoman aient été une période difficile, entraînant des souffrances pour des millions de citoyens ottomans, turcs, kurdes, arabes, arméniens et autres, quelle que soit leur religion ou leur origine ethnique. Une attitude humaine et consciencieuse juste nécessite de comprendre toutes les souffrances endurées lors de cette période, indépendamment de la religion ou de l'origine ethnique. Bien entendu, il n'y a pas de sens, pour les victimes, à établir une hiérarchie entre les souffrances, à les comparer entre elles et à les faire entrer en concurrence. Comme le dit un proverbe turc, « *Le feu brûle là où il tombe* ». »

C'est un devoir humain que de comprendre et de s'associer à la commémoration des mémoires liées aux souffrances vécues par les Arméniens, comme par tous les autres citoyens de l'Empire ottoman. La libre expression, en Turquie, de différents points de vue et d'opinions concernant les événements de 1915 est une exigence d'une approche pluraliste, de la culture de la démocratie et de la modernité. Il se peut qu'il existe des personnes qui considèrent ce climat de liberté, en Turquie, comme une occasion pour exprimer des discours et des allégations accusateurs, blessants, voire même parfois provocateurs. Cependant, si cela pouvait rendre possible de mieux comprendre les questions historiques avec leur dimension juridique et de transformer à nouveau les déceptions en amitié, il serait dès lors naturel de recevoir de tels discours avec compassion et tolérance et ainsi d'attendre une attitude similaire de toutes les parties. La République de Turquie continuera d'aborder avec sagesse toutes les idées conformes aux valeurs universelles du droit.

Mais se servir des événements de 1915 comme un prétexte d'hostilité envers la Turquie et les transformer en conflit politique est inacceptable. Les événements vécus durant la Première Guerre mondiale sont une souffrance commune à nous tous. Le fait d'observer ce passé douloureux à travers la perspective de la mémoire juste est une responsabilité humaine et érudite. Des millions de personnes de toutes religions et ethnies confondues ont perdu la vie durant la Première Guerre mondiale. Le fait que des événements ayant des conséquences inhumaines tels que les déplacements se soient produits durant la Première Guerre mondiale ne doit pas empêcher les Turcs et les Arméniens d'éprouver une compassion mutuelle et d'avoir une attitude humaine envers l'autre. Dans le monde actuel, il est ni acceptable, ni d'aucune façon utile, de tirer des animosités de l'histoire et de créer de nouveaux antagonismes pour construire notre avenir commun. L'esprit du temps exige de pouvoir parler malgré

les désaccords, d'écouter et d'essayer de comprendre l'autre, de saisir les opportunités de compromis, de dénoncer la haine, de glorifier le respect et la tolérance.

Avec cette approche, la République de Turquie a fait un appel pour la création d'une commission commune d'historiens pour que les événements de 1915 puissent être examinés de façon scientifique. Cet appel reste toujours valable. Les travaux des historiens turcs, arméniens et internationaux joueront un rôle primordial pour l'éclaircissement des événements de 1915 et pour une compréhension juste de l'histoire. Nous avons, dans ce cadre, ouvert nos archives à tous les chercheurs. Aujourd'hui, les centaines de milliers de documents se trouvant dans nos archives sont mis à la disposition des tous les historiens. La Turquie, tournée avec confiance vers son futur, a toujours soutenu les recherches scientifiques d'envergure pour une bonne compréhension de l'histoire. Les peuples d'Anatolie, d'ethnie et de confession différentes ayant vécu ensemble pendant des siècles et ayant su créer des valeurs communes dans tous les domaines, de l'art à la diplomatie, de l'administration au commerce, ont encore aujourd'hui la possibilité et les compétences de construire un nouvel avenir.

Nous avons l'espoir et la conviction que les peuples vivant dans un environnement géographique ancien et unique, partageant des coutumes et traditions similaires pourront, un jour, discuter de leur passé avec sagesse et trouveront des moyens dignes de commémorer ensemble leurs pertes ; nous souhaitons que les Arméniens qui ont perdu leur vie dans les circonstances du début du XX<sup>e</sup> siècle reposent en paix et exprimons nos condoléances à leurs petits-enfants. Quelle que soit leur origine ethnique ou religieuse, nous nous recueillons pour tous les citoyens ottomans, qui ont péri dans cette même période dans des conditions similaires. Puissent leurs âmes reposer en paix. »

Ce communiqué doit être replacé dans le contexte politique turc actuel. La question arménienne qui a été la seule dimension retenue par les médias relayant le contenu de ce document n'occupe, en fait, qu'une place limitée. Si l'on excepte la première phrase et le dernier des quatre paragraphes il n'est pas spécifiquement questions des Arméniens, mais des peuples de l'ancien Empire ottoman (« les peuples d'Anatolie, d'ethnie et de confession différentes » et « citoyens ottomans, turcs, kurdes, arabes, arméniens et autres »). Le reste du texte reprend les positions traditionnelles des responsables à savoir que cette période (*« les dernières années de l'Empire ottoman »*) fut douloureuse pour tous les peuples qui le composaient. De plus, M. Erdogan réaffirme toutes les pseudo propositions d'ouverture qui sont, avant tout, des éléments de communication politique (ouverture des archives, commission d'historiens). En ce sens, il est fidèle aux fondamentaux de l'idéologie politique de la Turquie. De même il fustige, sans les nommer, ceux qui « *utilisent les événements de 1915 comme prétexte pour créer de l'hostilité contre la Turquie* ». L'agenda politique turc a été déterminant dans la rédaction de M. Erdogan. La société civile a entamé un travail de mémoire qui va de plus en plus loin et le printemps turc de 2013 a été une remise en cause inédite de sa toute puissance. Il était important de réagir pour deux raisons principales. D'une part, M. Erdogan se prépare activement pour les prochaines élections présidentielles qui auront lieu en août, et pour lesquelles des meetings de soutien seront organisés, y compris dans plusieurs métropoles d'Europe. Dans cette situation, ses principaux rivaux seront les tenants de l'idéologie laïque et kémaliste. Face à ces derniers, cette prise de position donne à M. Erdogan une avance sur un des principaux tabous de la société turque qu'il leur sera pratiquement impossible à rattraper. D'autre part, depuis son accession au pouvoir, en 2002, M. Erdogan n'a eu de cesse que de remettre en cause les fondements comme les symboles du kémalisme pour engager, de manière résolue, une islamisation du pays. Ainsi, profitant du processus d'adhésion de la Turquie à l'Union européenne il a réduit très fortement le rôle et même l'influence de l'armée dans le jeu politique turc. Et une bonne partie des réformes introduites par son gouvernement vise à démanteler le kémalisme. Cette déclaration est en rupture totale avec la position officielle de l'État turc sur ce qu'il appelle « *événements de 1915* ». Alors qu'il n'utilise pas la notion de génocide, et n'engage ni son gouvernement ni son État dans aucune forme de reconnaissance ou d'évolution vis à vis de la République d'Arménie (fin du blocus qui l'étouffe ou ouverture de leur frontière commune), il piétine un des fondamentaux de l'idéologie kémaliste. Ce texte, avant d'être dirigé vers les Arméniens et la communauté internationale, est une position de combat contre les kémalistes.

Sur l'aspect spécifiquement arménien de ce communiqué l'universitaire libéral Ahmet Insel a souligné que « *les condoléances ne sont pas des excuses* ». De même, l'homme d'affaires et mécène Osman Kavala note que pour M. Erdogan, « *les Arméniens ont perdu la vie, mais on ne sait pas comment ils l'ont perdue et qui la leur a prise* ». Et il y a là un élément essentiel. En effet, le texte de M. Erdogan est fondé sur un raisonnement en trois temps, dont deux seulement sont exprimés dans ce texte :

- 1- dans les dernières années de l'Empire ottoman, il y a eu des violences « *inter-ethniques* » ;
- 2- dont l'une, en particulier, a revêtu la forme d'un génocide perpétré par le gouvernement turc contre les citoyens ottomans arméniens ;
- 3- M. Erdogan reconnaît qu'il y a eu de nombreuses victimes arméniennes dans « *les circonstances du début du XX<sup>e</sup> siècle reposent en paix et exprimons nos condoléances à leurs petits-enfants* ».

Evidemment, rien n'est dit sur le deuxième point du raisonnement, le plus important et douloureux pour les deux peuples et celui sur lequel la communauté internationale attend un important travail de mémoire de la part du gouvernement et de la société turque. C'est cette omission qui a amené le Président arménien, Serge Sarkissian, à affirmer que la Turquie poursuit « *sa politique de déni total* » du génocide arménien, ce qui est la position de certains milieux de la diaspora arménienne également.

Ce qui est certain, c'est que ce texte est inférieur aux attentes minimales de la communauté internationale et du peuple arménien, en particulier, puisqu'il ne constitue pas une reconnaissance des faits ni un pas vers des réparations.

Cette déclaration est, sans doute, un texte extraordinaire pour un responsable turc de la république kémaliste, essentiellement dirigé vers l'opinion publique turque pour l'essentiel du texte et vers les pays occidentaux et les Arméniens pour le dernier paragraphe qui ménage des marges de manœuvre pour le gouvernement turc dans la perspective de la commémoration du centenaire du génocide arménien, en 2015.

À ce jour, la seule reconnaissance officielle d'un dirigeant turc du génocide arménien demeure la déclaration du Grand vizir Damad Ferid pacha (Premier ministre), le 17 juin 1919, à Versailles :

« Loin de moi la pensée de travestir ces forfaits qui sont de nature à faire tressaillir d'horreur la conscience humaine ; je chercherai encore moins à atténuer le degré de culpabilité des auteurs du crime. »

Ce texte, parfaitement connu des responsables turcs, n'a jamais été ni cité, ni mentionné par aucun d'entre eux. Tout se passe comme si M. Erdogan, le 23 avril dernier, faisait une déclaration parallèle, quoique de moindre portée, comme pour fermer la parenthèse kémaliste de l'histoire moderne de la Turquie, ouvrant ainsi de nouvelles perspectives, notamment sur la question arménienne.

M.Y

NB : Cette question est abordée dans les modules de formation, dans le module II, journée 3, session 12